

Le Quartier Général du Corps de Réaction Rapide - France est le dernier né des états-majors des Forces terrestres françaises. Anticipant de quelques années la décision officielle de retour de la France dans la structure de commandement militaire intégrée de l'Alliance atlantique, tout en restant cohérent avec les exigences de la politique européenne de sécurité et de défense, sa création permet à la France d'être aujourd'hui prête à tenir son rang et ses engagements internationaux.

Au moment où les Forces armées subissent des déflations importantes, disposer d'un état-major apte à commander une Force pouvant inclure plus de soixante mille combattants de l'armée de terre pourrait paraître anachronique. Ce serait cependant oublier deux caractéristiques fondamentales des opérations militaires contemporaines.



La première est que c'est la complexité d'une opération qui impose la structure de commandement et de contrôle et non le volume des Forces. Cela est particulièrement vrai dans le milieu terrestre où les acteurs qui participent à la résolution de la crise se sont multipliés et où les besoins en coopération, en coordination et en synchronisation ont explosé. Les exigences du droit international, la présence permanente des médias sur les théâtres d'opérations et la virtuosité des forces adverses à utiliser les nouvelles technologies de l'information à des fins de propagande réduisent drastiquement le « droit à l'erreur » et ses effets dévastateurs sur une opinion publique désormais mondialisée. La clef du succès repose le plus souvent dans la capacité à planifier, conduire puis contrôler dans les moindres détails l'exécution des ordres donnés. Une des conséquences en est que le volume des informations à traiter s'est accru de manière exponentielle.

La seconde est que la plupart des opérations actuelles imposent de contrôler l'espace terrestre dans lequel vivent les populations qui sont le plus souvent au cœur des conflits modernes. Selon la nature et le lieu de l'action, cela peut exiger l'engagement d'un volume conséquent de soldats comme ce fut le cas en Irak, ou plus récemment en Afghanistan. Rappelons que, même au Kosovo, territoire dont la taille ne dépasse pas celle d'un département français, la Force terrestre initialement engagée dépassait les quarante mille hommes. A ce facteur numérique pur il convient d'ajouter la complexité induite par le travail systématique en coalitions hétérogènes avec généralement plusieurs dizaines de nations mises à contribution.

Au travers de cette plaquette je vous invite à découvrir en quelques pages, cet outil moderne et performant qu'est le Quartier Général du Corps de Réaction Rapide - France. Outil conçu et construit pour maîtriser la complexité des opérations militaires de ce début de XXI^e siècle.

Lorsque le Président de la République décide d'engager les forces françaises dans des opérations militaires nationales ou internationales (OTAN, UE, coalitions...), le chef d'état-major des armées peut faire appel au Quartier Général du Corps de Réaction Rapide – France (QG CRR-Fr), créé à LILLE en 2005 et qui a la capacité de commander une Force terrestre nationale ou multinationale pouvant atteindre 60 000 hommes et même plus.

Dans ces conditions le général commandant le CRR-Fr reçoit une mission opérationnelle qu'il doit remplir avec les moyens militaires qui lui sont confiés. Au sein du QG CRR-Fr, il dispose d'un état-major multinational qui est structuré et entraîné pour préparer et conduire les opérations, principalement autour de quatre modes de travail :

- le processus de planification opérationnelle qui vise à élaborer le plan d'opération pour la campagne prévue ;
- le processus de traduction de ce plan en ordres exécutables par les unités subordonnées ;
- le suivi et la conduite des actions successives ou simultanées par le centre d'opérations du CRR-Fr ;
- le processus d'évaluation des effets des actions réalisées dans le but d'adapter celles-ci pour atteindre l'état final recherché (le but de guerre...).

Ces méthodes de travail matricielles permettent de prendre en compte :

- les différentes formes de conflits modernes ;
- les actions sur l'environnement des forces impliquées dans le conflit ;
- la projection, l'appui et le soutien logistique des Forces ;
- la préparation opérationnelle des unités et les retours sur expérience.

Le QG CRR-Fr dispose d'une infrastructure permanente située à LILLE dans la citadelle et d'un système de postes de commandement autonomes, à base d'abris mobiles et de tentes modulaires, qu'il peut utiliser en projection pour commander des Forces.

En 2007 après un examen détaillé de ses capacités, le QG CRR-Fr a reçu sa certification « HRF » (High Readiness Forces) par l'OTAN, c'est-à-dire la reconnaissance de son aptitude à commander une Force terrestre multinationale dans des opérations de guerre. Il a rejoint de ce fait le club très fermé des 6 autres états-majors terrestres multinationaux également titulaires de cette qualification.

SOMMAIRE :

Edito

Préambule

Un état-major international

S'enrichir des différences	2
Implanté dans Lille, un carrefour stratégique.....	3-4
Concilier modernité et tradition	5
Agir plus vite et plus loin	6
Interopérabilité et souplesse	7
Organiser le travail de l'état-major	8

Les opérations du 21^e siècle

Concevoir et planifier les manoeuvres	9
Ordonner et conduire les actions, évaluer l'atteinte des objectifs.....	10-11
Renseigner la Force : nouvelles technologies, même mission.....	12-13

Préparer, faciliter, appuyer et soutenir l'action des Forces

Piloter la préparation opérationnelle.....	14
Projeter les Forces sur un théâtre d'opération.....	15
Les hommes et les femmes du CRR-Fr	16
L'argent, le nerf de la guerre	17
Aider le personnel de l'état-major et les familles.....	18
Fournir l'appui logistique.....	19
Agencer l'espace terrestre.....	20
Coordonner les capacités médicales	21
Fournir des systèmes d'information et de communications performants	22-23

Prendre en compte l'environnement de l'opération

Nouer un lien avec les acteurs civils	24
Les armes virtuelles: les Opérations d'Information (OI)	25
Conseiller dans les domaines juridique, politique et de la communication	26

Directeur de publication : Général BRAS
Rédacteur en Chef : Lieutenant-colonel SARDA
Conception graphique : REPROCOLOR
Impression : REPROCOLOR

113 rue Barthélemy Delespau
BP 431

59021 LILLE CEDEX

Crédit photos : SIRPA Terre Jean-Raphaël DRAHI, QG CRR - FR

S'enrichir des différences

12 nations différentes (en plus de la France) sont présentes en permanence au sein de l'état-major. Leurs représentants disposent de la moitié des postes de généraux, du tiers de postes de colonels et du quart de ceux des lieutenants-colonels ou commandants.

Cette diversité de culture constitue une source d'efficacité. Le célèbre adage « enrichissons-nous de nos différences » convient parfaitement au QG CRR-Fr, au sein duquel tout est mis en œuvre pour tirer le meilleur des expériences militaires de chacun. Cet échange permanent est favorisé par l'utilisation d'une langue de travail commune : l'anglais.

L'état-major forme ainsi une véritable équipe capable d'affronter les défis du futur et de demeurer fidèle à la devise du CRR-Fr « **Ensemble, plus loin, plus vite** ».

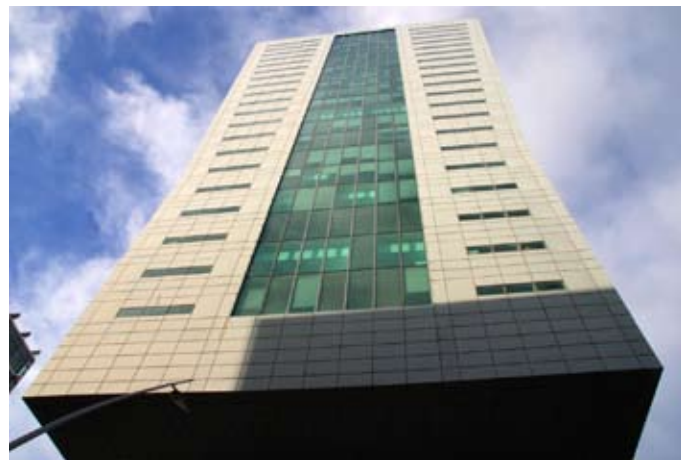


Implanté dans Lille, un carrefour stratégique

Le caractère international du QG du CRR-Fr ne transparait pas uniquement au travers des nations qui y participent mais est également favorisé par une implantation privilégiée de l'état-major.

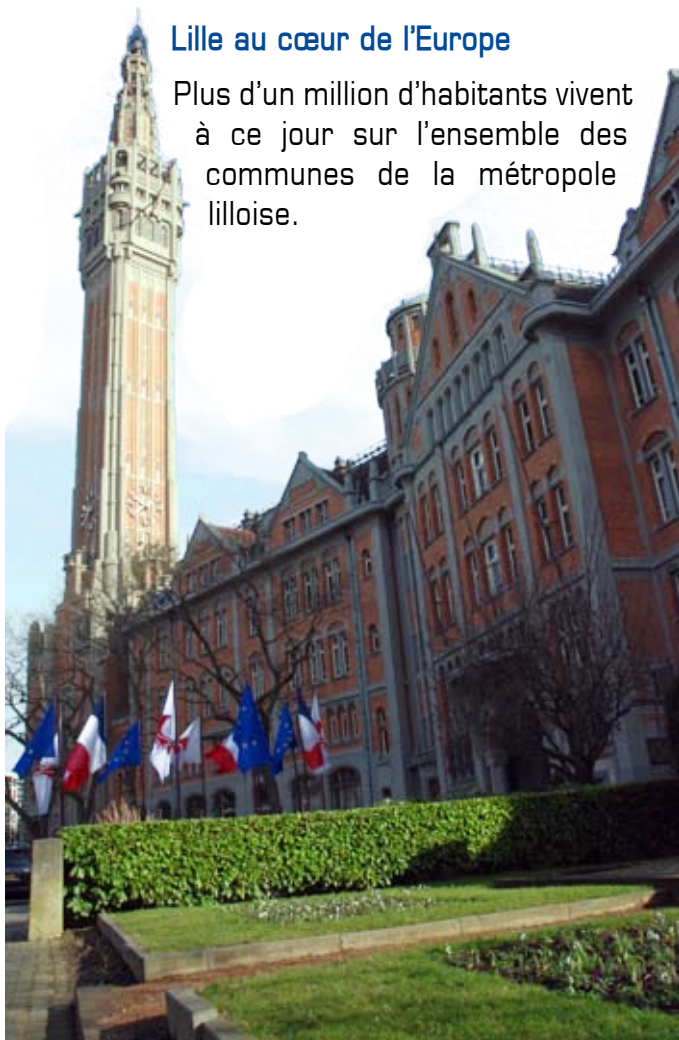
En effet, Lille dispose d'une localisation idéale qui permet d'atteindre rapidement les principales capitales européennes.

Atout supplémentaire, elle permet un rapide accès aux grands centres de décision en matière de Défense qu'ils soient français (Paris), otaniens (Bruxelles, Mons) ou européens (Bruxelles et Strasbourg).



Lille au cœur de l'Europe

Plus d'un million d'habitants vivent à ce jour sur l'ensemble des communes de la métropole lilloise.



Six millions d'européens habitent à proximité directe de cette agglomération, répartis entre le Nord/Pas-de-Calais et la Belgique.

Forte d'un tissu économique de plus de 8 000 entreprises, au carrefour de cinq autoroutes et des premières lignes européennes de TGV, desservie par un port fluvial et un aéroport moderne, la ville est accessible dans la journée à plus de 100 millions de personnes vivant dans les capitales économiques et culturelles de l'Europe.

Un état-major international

Cette situation géographique privilégiée fait de Lille une véritable porte d'entrée sur l'Europe.

Tournée vers l'international, elle est jumelée à de nombreuses villes réparties sur les continents européen, africain et asiatique.

Un état-major au cœur de l'OTAN et de l'Europe de la Défense

En matière de défense, elle est terre d'histoire militaire puisqu'elle accueille, depuis 1670, la « Reine des Citadelles » et depuis 1871, le 43^e Régiment d'Infanterie.



Concilier modernité et tradition

Depuis sa création le QG CRR-Fr est installé au sein de la citadelle de Lille. Cette implantation offre aux membres de cet état-major récent et moderne l'opportunité de travailler sur un site chargé d'histoire et âgé de plus de 300 ans.

En effet, en **Août 1667**, en s'emparant de Lille, le roi de France Louis XIV met fin à trois siècles de présence espagnole. Il décide alors d'y bâtir une Citadelle si impressionnante que son concepteur, Vauban, n'hésitera pas à l'appeler « la Reine des Citadelles ». En trois ans seulement, et avec des moyens rudimentaires, près de 2 000 hommes érigent cette fortification de 2 km de périmètre, en forme de pentagone.

Décembre 1670, les travaux sont terminés : 60 millions de briques ont été nécessaires. Mais quel prodige : une véritable ville autonome est née avec ses fours à pain (8 000 rations par jour), ses fontaines, ses lavandières, ses vivandières, sa brasserie, ses chirurgiens, son arsenal (18 000 fusils, 10 000 outils de siège), ses 3 000 arbres, ses rues... pour faire vivre 60 officiers, 2 400 sous-officiers et soldats et 60 chevaux !

1708, pendant la guerre de succession d'Espagne elle connaît le baptême de feu. Après un siège mémorable de 41 jours, le Maréchal de Boufflers, sur ordre du roi, se rend aux armées alliées (Hollandais - Anglais - Autrichiens). En 1713, le traité d'Utrecht la rend définitivement française mais elle connaît à nouveau les vicissitudes de l'histoire. Sa porte Royale verra ainsi défilier les troupes allemandes lors des deux guerres mondiales.

Juillet 2005, la création du Corps de Réaction Rapide - France donne un nouveau coup de jeunesse à la Citadelle qui vibre sous les assauts des marteaux piqueurs, s'amuse du balai des engins de terrassement, s'enthousiasme des travaux d'embellissement et s'enorgueillit des 350 kilomètres de fibres optiques tout en se félicitant de retrouver ses gouttières en cuivre d'antan.

Novembre 2009, la Citadelle voit avec soulagement les 6 km de tranchées d'assainissement se refermer, il faut savoir souffrir pour être belle ! Après ce lifting réussi et un dernier maquillage avec la rénovation de ses 19 000 m² de pavés, c'est à peine si on se souvient qu'elle a déjà 340 ans. Tout au long des travaux, la Citadelle a reconnu des gestes et des savoir-faire identiques à ceux de l'époque de Vauban...

«Reine des Citadelles», elle en est consciente et elle en est fière d'autant plus que, jadis objet de convoitise, elle est devenue un écrin où les adversaires d'hier se rejoignent pour former une communauté de soldats.



Agir plus vite et plus loin

A la fin des années 90, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et l'Union Européenne ont décidé de moderniser leurs politiques de défense respectives.

Il s'agissait alors de disposer de Forces souples et adaptées, présentant des capacités de réaction graduées et permettant de faire face à l'ensemble des menaces à travers le monde.



Une grande réactivité

Le Quartier Général du Corps de Réaction Rapide France (QG CRR-Fr) répond à ces adaptations, en particulier grâce à sa capacité à se déployer sur très court préavis.

En effet, il est capable de déployer en deux jours des équipes de reconnaissances et en trente jours la totalité de son système de PC sur une zone d'opération.

Le QG CRR-Fr prend également l'alerte « NATO Response Force – NRF » de l'OTAN pour des périodes d'un an en rotation avec les 6 autres QG HRF de l'OTAN.

Une importante flexibilité

Le CRR-Fr possède également une grande adaptabilité. Il peut ainsi commander une composante terrestre dont le volume peut varier de 5 000 hommes ou même moins jusqu'à 60 000 hommes ou plus.



En outre, il est en mesure de remplir un large éventail de missions allant d'une opération d'entrée en premier jusqu'à une opération de stabilisation.

Dans ce dernier cas, il s'agit de créer les conditions nécessaires pour assurer la normalisation de la situation, notamment dans le domaine de la sécurité, et permettre ainsi de remettre en ordre de marche les institutions étatiques.

Interopérabilité¹ et souplesse

Un des principaux défis auquel le QG CRR-Fr est confronté est d'être en mesure de s'engager dans tous les types de conflits actuels, sur court préavis.

La réponse à cette contrainte réside dans l'interopérabilité de la doctrine, des procédures, des systèmes d'information, de communication et du personnel, le tout avec un seul mot d'ordre : la souplesse.

Interopérabilité des procédures et de la doctrine

Au sein de l'OTAN, les Etats contributeurs ont développé une compréhension commune de la nature des opérations, sur laquelle se fonde notre propre doctrine. Elle est à la base de diverses procédures et d'accords de standardisation, ce qui signifie que les états-majors de l'OTAN sont tous entraînés de la même manière et opèrent avec les mêmes procédures. Même si des différences d'ordre national existeront toujours, elles seront plus faciles à gérer. Ces procédures sont fréquemment appliquées : dans le domaine de la planification (voir page 9), du formatage des ordres, des comptes rendus, de l'évaluation... jusqu'à ce qu'elles soient totalement assimilées.

Compatibilité des systèmes d'information et de communication

Nos systèmes de communication sont le ciment qui nous lie. Une attention toute particulière doit être apportée afin de s'assurer que nos différents systèmes sont interopérables. L'utilisation de moyens tels que les satellites et les systèmes informatiques les plus modernes permet d'établir une Image Commune de la Situation Opérationnelle partagée par tous, de la base arrière aux unités de l'avant. Malgré la sophistication de ces outils, l'échange de détachements de liaison avec les QG des autres Forces demeure cependant indispensable pour une bonne compréhension mutuelle.

Une formation du personnel normalisée

Cet échange est complété par une formation régulière et une connaissance approfondie des instructions et des procédures de fonctionnement normalisées qui permettent d'agir ensemble avec efficacité pour remplir la mission.

La souplesse, sans conduire pour autant à une perte d'efficacité, est le résultat de l'accent mis sur l'interopérabilité. Elle fait du QG CRR-Fr l'outil parfaitement adapté pour remplir les missions les plus « probables » et faire face à la variété des crises actuelles.



¹ Interopérabilité : capacité de plusieurs systèmes, unités ou organismes à opérer ensemble grâce à la compatibilité de leurs organisations, doctrines, procédures, équipements et relations respectives

Organiser le travail de l'état-major

Directement subordonné au chef d'état-major, le « Director of Staff » (DOS) et son équipe forment le « Central Staff » (CS). Ce bureau est principalement chargé de la gestion de l'information et de l'organisation du travail au sein de l'état-major.

L'information : composante essentielle du processus de décision

Quelle que soit sa source, le CS doit être capable de faire parvenir rapidement une information contrôlée et sécurisée aux personnes compétentes et habilitées à la traiter. Cela passe par quatre étapes majeures : la collecte, le traitement préalable, le stockage et la diffusion ou la publication.



Pour mener à bien cette mission, le DOS s'appuie sur le comité de gestion de l'information (Information Management Board - IMB) au sein duquel siègent des représentants de toutes les branches.

Pouvoir disposer d'une information pertinente permet, en effet, de réduire les risques, de lever certaines incertitudes et de bâtir des hypothèses qui déboucheront sur des ordres et auront un

impact sur l'action des troupes déployées sur le terrain. Le rôle du DOS est donc essentiel mais il ne se cantonne pas à la gestion du flux informationnel.

Le travail de l'état-major : une organisation nécessaire et complexe

En effet, véritable chef d'orchestre, le DOS coordonne le travail au sein de l'état-major. Ainsi, il planifie les principaux rendez-vous, apporte un soutien dans l'organisation des réunions, supervise la mise à jour des documents de référence. Grâce au traducteur, il participe à la traduction de certains documents.

Il effectue le suivi des dossiers. Il coordonne également le travail des secrétariats et du bureau courrier, s'assure de la réception et du bon envoi des comptes rendus et surveille les échanges inter-réseaux. Enfin, il prend en compte l'organisation des visites.

Dans un état-major pouvant compter plusieurs centaines de personnes, comportant des spécialités nombreuses et variées, le DOS assure une indispensable organisation et coordination du travail.

Concevoir et planifier les manoeuvres

Planifier c'est, à partir d'un but à atteindre et d'une mission fixée par l'échelon supérieur, en tenant compte des réactions envisagées de l'adversaire :

- concevoir une action possible ;
- traduire cette action en un document, généralement un plan et, le cas échéant, un ordre avant le déclenchement de l'action ou pendant son développement.

Planification : un processus jalonné d'étapes

L'équipe qui met en oeuvre le processus de planification au sein du QG CRR-Fr appartient au G5. De manière à prendre en compte toutes les composantes essentielles d'une mission, cette équipe est soutenue par des experts militaires et l'ensemble forme le groupe de planification du corps (Corps Planning Group - CPG),

Le processus de planification suit un certain nombre d'étapes et il commence par une phase de réflexion qui aboutit à la rédaction d'un concept d'opération. Le CPG propose ensuite au général commandant le QG plusieurs options afin de remplir la mission. Le général en choisit une et le CPG réalise un plan d'opérations qui décrit comment mettre en oeuvre cette décision.

Il étudie également des plans adaptés pour faire face à toute action ou réaction possible des autres parties impliquées dans la crise.

Raisonner en termes d'effets

En permanence, la planification prend en compte les effets particuliers à obtenir sur l'environnement des Forces et sur l'adversaire en s'appuyant sur une connaissance exhaustive du contexte de l'action.



Ces effets ont des répercussions jusque dans le domaine cognitif et influencent l'esprit de l'adversaire notamment au travers des opérations d'information (voir page 25).

Une évaluation permanente permet de vérifier que la Force déployée effectue les bonnes tâches pour mener à bien ses objectifs et obtenir les effets prédéterminés.

Ordonner et conduire les actions, évaluer l'atteinte des objectifs

Le commandement et le contrôle des actions en cours constituent un aspect essentiel de la conduite des opérations. Trois bureaux sont principalement en charge de cette mission :

Le G35 : entre conception et exécution

Le G35 occupe l'espace entre la planification du G5 (voir page 9) et les opérations courantes. Il est chargé de produire les ordres de détail en affinant le plan général des opérations fourni par le G5.



Assisté d'experts, qui siègent au sein du Groupe de Planification des Ordres du Corps (COPG), le G35 travaille à l'horizon de quelques jours à quelques semaines, sur des situations, des tâches ou des phases particulières de la campagne. Le processus peut être accéléré et ne durer que quelques heures.

JFIT : la cellule des effets

Le bureau des feux interarmées, de l'influence et du ciblage (en anglais JFIT : Joint Fires Influence and Targeting) englobe des responsabilités complexes et essentielles.

La première d'entre elles est le « ciblage ». Cet aspect ne recouvre pas seulement la destruction par les feux, mais inclut également des effets moins directs ou non létaux qui peuvent être plus délicats à déterminer et à mettre en œuvre.

L'équipe de ciblage est également responsable des opérations dans la profondeur dont le but est de « modeler » le champ de bataille pour le combat de contact des unités subordonnées. L'importance accrue des opérations d'information (voir page 25) est un aspect évident des conflits modernes et cette responsabilité incombe également au JFIT.

De plus, la dimension aérienne est essentiellement coordonnée à partir de ce bureau : appui feu et transport, utilisation d'hélicoptères, emploi de la défense sol-air et gestion de l'espace aérien. Enfin, le JFIT prend en compte la gestion des contacts avec les autorités locales de la zone d'opération.

JOC : la conduite des opérations

Le centre interarmées des opérations (Joint Operational Centre - JOC) conduit en permanence l'exécution des missions des Forces terrestres dans le cadre espace-temps des 24 heures.



Il constitue le point d'entrée et de sortie des informations relatives à l'exécution de la mission. Le JOC accueille les représentants des différents bureaux de l'état-major.

Malgré l'étendue de ses capacités, le JOC n'opère pas seul : il est dupliqué, à petite échelle, au sein de la Citadelle de Lille, par le centre opérationnel de base arrière (Home Base Operational Center - HBOC).

La conduite des opérations courantes s'appuie également sur d'autres entités responsables de la coordination avec les forces spéciales et les forces aériennes ainsi que de la gestion de l'espace de bataille.

Evaluation de l'atteinte des objectifs

L'évaluation de l'atteinte des objectifs opérationnels au cours de la campagne a pour but essentiel d'aider le général commandant la Force à prendre les décisions adéquates. Les outils d'évaluation établissent une comparaison, à un moment donné, entre ce qui était prévu et ce qui a été réellement accompli, fournissant ainsi des orientations précises pour la suite des opérations. De ce fait, le processus d'évaluation est l'un des outils de commandement du CRR-Fr et il contribue aussi à fournir des données au commandement interarmées de théâtre pour sa propre évaluation. Ces outils sont essentiellement basés sur les lignes d'opérations et leurs points décisifs, tels que décrits dans le plan d'opération rédigé lors de la phase de planification.

Renseigner la Force : nouvelles technologies, même mission

Fort d'une cinquantaine d'officiers, sous-officiers, militaires du rang français et alliés, le bureau renseignement du QG CRR-Fr fournit au commandant du Corps et à l'état-major les renseignements dont ils ont besoin pour planifier et conduire les opérations.

Pour cela, le G2 doit maîtriser les nouvelles technologies qui révolutionnent la recherche, l'exploitation et la diffusion du renseignement tactique.

Une multiplication des moyens et de leurs capacités

Il existe plusieurs moyens d'acquérir le renseignement :

Le **renseignement d'origine image** (ROIM) voit ses capacités augmenter avec la multiplication des drones¹, dont les capacités techniques sont sans cesse améliorées : rayon d'action, durée de vol, étendue du spectre surveillé et capacités de transmissions.

Le ROIM est également une des parades les plus efficaces aux engins explosifs improvisés en maintenant une surveillance des itinéraires menacés.



L'essor des moyens de communication a considérablement accru le champ d'action traditionnel du **renseignement d'origine électromagnétique** (ROEM), longtemps cantonné à l'écoute des réseaux radios tactiques. Le ROEM doit maintenant intercepter les téléphones portables, les téléphones satellites et casser les systèmes de chiffrement.

Le **renseignement d'origine humaine** (ROHUM) conserve toute son importance avec les opérations de contre insurrection et de stabilisation. La recherche profonde (l'infiltration de patrouilles en vue d'observer un objectif) demeure un procédé clé, mais le renseignement conversationnel est devenu une des sources principales de renseignement en opérations. Les équipes ROHUM écoutent, font parler, identifient des informateurs... Parallèlement, les unités de mêlée ont redécouvert le vieil adage « tout soldat est un capteur ».

Pour compléter le ROIM, le ROEM et le ROHUM, il est maintenant nécessaire de s'intéresser aux **sources ouvertes**. Car les militaires ne sont plus les seuls à collecter et analyser le renseignement : les journalistes, les ONG, les organisations internationales, les sociétés militaires privées, les « think tanks » produisent quotidiennement un nombre considérable d'informations et d'analyses qui peuvent être transformées, avec précaution, en renseignement militaire.



¹ Les drones sont des aéronefs de taille réduites capables de voler et d'effectuer une mission sans présence humaine à bord.

Les opérations du 21^e siècle

Les nouvelles technologies au cœur du traitement et la diffusion de l'information

L'ordinateur constitue un outil indispensable de l'officier de renseignement.

En effet, pour traiter une masse croissante d'informations, l'officier de renseignement a recours aux nouvelles technologies : bases de données, moteurs de recherche, portails, systèmes de fusion de données, logiciels de gestion des capteurs, systèmes de simulation, numérisation du terrain et des données tactiques.

De plus, les capacités technologiques permettent la diffusion en temps réel du renseignement.

Les progrès considérables réalisés grâce aux nouvelles technologies dans la recherche, l'exploitation et la diffusion du renseignement ont certainement réduit le « brouillard de la guerre » décrit par Clausewitz mais ne pourront jamais totalement le supprimer.



Piloter la préparation opérationnelle

La rapidité de réaction et l'interopérabilité poussée ne peuvent se concevoir sans un effort permanent en matière de préparation opérationnelle, qu'elle soit individuelle ou collective.

Si les entraînements de base individuels sont de la responsabilité de chaque nation, la préparation au niveau collectif, quant à elle, est à la charge de l'état-major. Le G7, branche chargée des exercices, de l'entraînement et de l'évaluation, est en charge de la préparation et de la réalisation des directives du commandeur dans ce domaine.

A ce titre, il dirige l'ensemble de l'entraînement pour les missions futures, la politique pour les exercices, leur programmation et le retour d'expérience (RETEX).

Une préparation planifiée longtemps à l'avance

La capacité opérationnelle du QG CRR-Fr est en grande partie garantie par un cycle d'entraînements et d'exercices, planifié à 6 ans, et qui tient compte des opérations en cours ou probables.

Un objectif d'entraînement : les opérations

La préparation est une étape essentielle dans les opérations. Elle a été omniprésente dans le cadre de la prise d'alerte NRF de juillet à décembre 2008, de l'envoi de militaires du CRR-Fr au sein de la Force de l'Union européenne (EUFOR) pour le Tchad et la République Centrafricaine et surtout avant la participation de l'état-major à la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS), en Afghanistan, en août 2010.

Pour l'EUFOR Tchad/RCA, 67 membres de l'état-major ont suivi un programme intensif de 8 semaines de conférences, avec des « mentors »



venus du théâtre tchadien, et d'entraînements collectifs, complété par un exercice final.

Concernant la FIAS, la préparation a été menée au niveau du personnel déployé à travers notamment la remise à niveau de savoir-faire militaires (premiers secours, tir de combat...) et l'acquisition de connaissances d'ordre culturel indispensables à l'action dans un environnement aussi complexe. Le personnel demeurant à Lille a également été préparé à travers un exercice spécifique.

Dans sa mission, il coopère en permanence avec d'autres états-majors de l'OTAN ou des nations cadres.

Projeter les Forces sur un théâtre d'opération

Le PC arrière ou RSC (Rear Support Command)

Il a pour mission de coordonner l'arrivée d'une Force sur sa zone de déploiement initiale, de participer à sa montée en puissance et d'organiser son déplacement vers sa zone d'engagement. Il conseille également le commandeur pour le déploiement de la Force sur sa zone d'opération.

D'autres tâches lui sont dévolues, comme la coordination du soutien par la nation hôte, la réalisation de contrats locaux et le contrôle des flux logistiques.

Le RSC est composé d'experts qui représentent les intérêts de la Force dans la zone arrière des opérations.

Un entraînement permanent

La Section RSC s'entraîne lors d'exercices de mise en œuvre des procédures d'accueil, de stationnement transitoire et de mouvement vers l'avant des troupes (Reception, Staging and Onward Movement - RSOM). Elle participe également à tous les entraînements du CRR-Fr.

Son personnel complète sa formation par des séminaires, des stages de logistique, des manœuvres de déploiement et lors d'exercices avec la communauté RSC de l'OTAN.



Cette section est, en effet, très active au sein de la communauté internationale RSC, elle effectue ainsi des missions de reconnaissance d'infrastructures et participe au développement de doctrines OTAN.



Les hommes et les femmes du CRR-Fr

Le G1 a pour mission de mettre en condition opérationnelle la ressource humaine du QG CRR-Fr et il est au service de l'ensemble des militaires de l'état-major. Le passage dans ses bureaux est quasi inévitable et il a deux tâches majeures :



Administrer et gérer le personnel

Cette tâche incombe au Bureau Gestion du Personnel et à la chancellerie sous l'autorité du Directeur des Ressources Humaines qui a à sa charge environ 340 militaires français d'active, soixante-dix alliés ainsi qu'une quarantaine de réservistes.

La diversité des dossiers à traiter demande une parfaite connaissance des statuts et des textes réglementaires qui sont en évolution constante. A ce titre il assure en particulier la gestion des fiches de postes, celle des notations internationales, ainsi que celle des récompenses (félicitations et décorations internationales...).

Planifier les opérations et en assurer le suivi

La seconde composante du G1 est la partie « opérations », entité multinationale dont la tâche majeure est de contribuer à la planification

des opérations et des missions futures dans les domaines d'expertise « administration et personnel ». Elle est composée de trois cellules qui traitent :

- de la planification c'est-à-dire en particulier de la construction de la Force, de la constitution du quartier général puis ensuite de la programmation des relèves ;
- de la préparation des activités pour la période à venir en particulier l'évaluation des capacités résiduelles pour les actions futures mais aussi l'exécution des relèves et des reempléments ;
- de la période en cours et rend compte des évolutions de la capacité opérationnelle en matière d'effectifs (personnels tués ou disparus, état de fatigue, moral des troupes).

En opérations, il assure notamment le suivi des effectifs, des personnes capturées et des affaires mortuaires. Il est le correspondant privilégié du « Community Support Center » (voir page 18).

Pour mener à bien ces missions, le G1 est fortement impliqué dans la préparation opérationnelle.

L'argent, le nerf de la guerre

« Pour soutenir la guerre, trois choses sont nécessaires : de l'argent, de l'argent, et encore de l'argent ». C'est en ces termes que Gian Giacomo Trivulce¹ s'adressait au Roi Louis XII à la fin du 15^e siècle. Cette citation, le G8 la connaît bien. Sa mission est, en effet, de gérer les ressources financières de l'état-major pour lui permettre de fonctionner efficacement en France comme en opérations.

Une organisation polyvalente dédiée à la gestion d'un environnement complexe

Le financement des opérations militaires est devenu plus complexe au fil du temps. La capacité du QG CRR-Fr à être engagé aussi bien dans le cadre d'une coalition multinationale (OTAN, UE) que dans un cadre national multiplie d'autant les sources possibles de financement ainsi que les réglementations à appliquer.

Le G8 est donc organisé pour travailler selon ces différentes options : les sections budget, comptabilité et contrat / marchés sont armées et formées pour gérer des budgets de sources différentes, selon des procédures particulières et pour des usages variés.

Ainsi les budgets de la nation cadre sont traités selon les normes de la comptabilité publique française, le budget multinational et le budget commun sont régis par des procédures OTAN, alors que l'opération EUFOR Tchad/RCA a été soumise à la procédure Athena de l'Union européenne².

Une capacité financière au service de la mission

Ces ressources financières multiples constituent une capacité importante et souple tant pour conduire les activités d'entraînement et d'instruction du temps de paix que pour remplir la mission sur un théâtre d'opérations.



Pour agir, le G8 met en œuvre des principes simples : anticiper dans la planification des dépenses, réduire les coûts, minimiser la prise de risque financier, respecter les procédures comptables pour garantir le bon usage de l'argent public, former, guider et accompagner les chefs d'objectifs financiers.

Le G8, tout en garantissant l'éligibilité et la légalité de la dépense, met tout en œuvre pour satisfaire les demandes et contribuer ainsi au succès de la mission.

¹ Homme de guerre italien (1448 - 1518). Condottiere au service des Sforza, il fut ensuite l'un des meilleurs généraux de Charles VIII. Maréchal de France en 1499, il contribua aux victoires d'Agnadel (1509) et de Marignan (1515).

² Mécanisme de gestion du financement des coûts communs des opérations de l'Union européenne ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense.

Aider le personnel de l'état-major et les familles

Créé en février 2009, le « Community Support Center (CSC) », véritable structure d'accueil, est une entité destinée à apporter une aide concrète à l'ensemble des membres du QG CRR-Fr, aussi bien français qu'alliés, et tout particulièrement à leurs familles lorsque les conjoints sont déployés en exercice ou en mission à l'étranger.

En effet, il est très important, pour les militaires partis en opération, de savoir que leurs proches à la maison trouveront, si nécessaire, assistance et soutien au sein du Community Support Center.

Le CSC peut, par exemple et en particulier pour les familles de nos alliés, effectuer un accompagnement administratif, aider à la recherche d'un logement ou d'un établissement scolaire pour les enfants, mettre à disposition

des moyens de communication modernes et développer du lien social par le biais d'activités et de rencontres.

Enfin, en cas d'urgence, le CSC permet d'assurer l'interface entre le militaire déployé et ses proches.

Le « Community Support Center » est incontestablement un point d'ancrage commun dont le rôle est d'une part de permettre aux familles de mieux appréhender une période qui peut être difficile à vivre et d'autre part d'éviter son isolement.

Ces actions contribuent à améliorer l'efficacité opérationnelle du QG CRR-Fr et, en tant que partie intégrante de la politique de déploiement, doivent être considérées comme essentielles pour la réussite de la mission.



Fournir l'appui logistique

La logistique est l'épine dorsale de toute opération militaire comme le déclarait le général D. Eisenhower : elle « influence toutes les batailles, elle est même souvent décisive ». Les munitions, la nourriture, l'eau, le matériel de construction, les mesures de soutien, les moyens de transport sont en effet essentiels au succès.

Au sein du QG CRR-Fr, cette mission incombe au G4.

La logistique omniprésente dans les phases d'opération

Le G4 joue pleinement son rôle durant chaque phase des missions du CRR-Fr : en apportant son expertise au Groupe de planification du Corps (Voir page 9) ou en participant à l'Elément de Commandement de l'Arrière (voir page 15).

Au sein du G4, les missions sont réparties entre la planification, la rédaction et la production des ordres et le suivi quotidien des opérations en cours sans oublier les réflexions menées dans la lutte contre les engins explosifs improvisés.

Il gère également tout ce qui a trait au mouvement et au transport ainsi qu'aux principales classes de soutien (eau et nourriture, carburant, maintenance, munitions).

Un savoir-faire de haut niveau et entretenu

Le niveau d'expertise y est élevé : le personnel du G4 a participé, ces dernières années, à des opérations de soutien en Afghanistan, en Iraq, au Kosovo, en Bosnie, au Darfour, au Tchad, en Côte d'Ivoire et en Guyane Française.

Il coordonne le soutien logistique entre les différentes nations de la Force.



Agencer l'espace terrestre

Le Génie est au cœur des opérations actuellement menées. Son champ d'action couvre des spécialités très variées qui peuvent être regroupées en deux domaines d'expertise.

Renseigner sur l'environnement de l'opération

Il s'agit de cerner l'impact de l'environnement sur l'action de la Force déployée et sur celle de l'adversaire. A l'aide d'équipements techniques propres, les analystes Terrain et Météo établissent des cartes, des études et des prévisions visant à éclairer la planification sur ce que le Génie pourra réaliser ou sur les limites de l'adversaire.

Planifier l'appui Génie

La cellule « Opérations et planification » est en charge :

- d'évaluer les besoins de la Force, les priorités, les ressources disponibles et les capacités de travaux tant civiles que militaires ;
- de l'appui direct : interdire à l'adversaire la libre disposition du terrain (obstacle) ou garantir la liberté de mouvement de nos unités (construction de ponts, déminage...). Cette cellule fournit également une expertise pour mettre en place des infrastructures plus permanentes, tant dans le domaine de la vie courante – eau, énergie, assainissement – que dans celui d'une protection renforcée.

Dans le cadre des plans de reconstruction et de développement, les acteurs locaux, au travers de l'assistance à la Nation hôte, sont impliqués au maximum.

Identifier et traiter les menaces (explosifs, chimiques, biologiques...)

Le Génie est enfin en charge des engins explosifs - obus, mines, bombes – ainsi que de la maîtrise des risques nucléaire, biologique, chimique et toxique industriel.

Aucun théâtre d'opération n'est épargné par ces périls qui causent des pertes autant aux soldats déployés qu'à la population civile.

De plus, le danger terroriste va croissant et impose aux militaires une adaptation permanente. Il s'agit donc pour ces spécialistes d'identifier et de traiter ces menaces le plus en amont et le plus efficacement possible.



Coordonner les capacités médicales

Subordonnée à la division soutien, la branche médicale (GMED) remplit plusieurs fonctions au sein de l'état-major du Corps de Réaction Rapide France. Même si son nom fait référence au milieu médical, le GMED n'assure aucun soin au sein de l'état-major.

Préparer l'engagement opérationnel

En temps de paix, il prend part à la préparation des exercices nationaux et multinationaux. De ce fait, il participe à tous les groupes de travail au sein de l'état-major concernant la planification des exercices ou des opérations réelles en vue d'y apporter son expertise médicale.

Il donne, en outre, son avis, ses instructions et ses conseils dans le domaine de la santé à l'ensemble du personnel de l'état-major.



Enfin, il est amené à travailler en liaison avec le Centre Médical de Garnison de Lille pour tout ce qui concerne la préparation médicale du personnel avant projection.

Conduire la « manœuvre médicale »

En situation de crise, le GMED coordonne tous les moyens médicaux du théâtre et il conduit la



manœuvre « santé » afin d'obtenir des évacuations sanitaires rapides et un traitement efficace au plus près des blessés. Il est renforcé pour cela d'une cellule de coordination d'évacuation sanitaire (Patient Evacuation Coordination Centre, PECC).

Par ailleurs, des spécialistes (Médecin de Prévention et Vétérinaire) viennent en renfort pour apporter leur expertise sur l'hygiène générale et alimentaire, ainsi que sur la prévention des maladies et la sécurité du travail du personnel de la Force.

La cellule Psychiatrique provenant des Hôpitaux d'Instruction des Armées françaises peut contribuer, selon les théâtres d'opérations, à la préservation morale du personnel par une prise en compte rapide du stress de combat.

Fournir des systèmes d'information et de communication performants



Le QG CRR-Fr dispose de systèmes d'information et de communication particulièrement performants qui constituent une référence en matière d'organisation des réseaux.

Tous ces systèmes et leur mise en œuvre sont placés sous la responsabilité du G6, chargé d'élaborer un système d'appui au commandement adapté aux besoins de l'état-major.

Quand la modernité côtoie la tradition

Dès le temps de paix, Le CRR-Fr dispose de 18 réseaux informatiques et téléphoniques, de nature et de niveaux de classification différents (de « non protégé » à « secret OTAN »). Ils relient les 12 bâtiments et plus de 1 200 ordinateurs et 600 téléphones équipent les différents bureaux de l'état-major.

L'ensemble de la connectique est assuré par plusieurs centaines de kilomètres de fibre optique. Enfin, la Citadelle est interconnectée au monde extérieur via des moyens de communication d'infrastructure, complétés au besoin par des moyens tactiques.

L'état-major dispose des outils les plus modernes : un réseau de travail principal s'appuyant sur le

système d'information et de commandement des forces (SICF), un centre des opérations équipé d'un mur d'images pour suivre l'évolution d'une situation tactique et un ensemble de vidéo-téléconférence permettant aux autorités d'échanger des informations en direct.

Un système opérationnel projetable en tous lieux et tous temps

Au déclenchement d'une opération sur un théâtre extérieur, un premier poste de commandement (PC) est activé au sein de la citadelle pour permettre au général de commander la Force qui commence à se projeter et d'être en liaison avec le commandement supérieur.

En même temps, les différents PC (PC principal, PC arrière, PC de secours, PC tactique), de taille et de configuration différentes, sont montés par la brigade de transmissions et d'appui au commandement (tentes, abris modulaires de poste de commandement (AMPC), soutien, vie et protection).

Dès que le système de PC est opérationnel, le général commande la Force depuis la zone d'opérations.



Préparer, faciliter, appuyer et soutenir l'action des Forces

Le PC déployé à la citadelle devient un PC de base arrière dont l'originalité consiste à projeter par liaisons satellites vers le théâtre tous les services informatiques et téléphoniques nationaux et de l'OTAN nécessaires au commandement de l'opération.

Au sein de l'état-major projeté, le G6 est également chargé de la conception de la manœuvre « appui au commandement » qui est ensuite exécutée par la brigade de transmissions et d'appui au commandement.

Un ensemble de compétences est alors mis en œuvre pour concevoir les architectures techniques reposant sur des moyens modernes (satellites, faisceaux hertziens), pour administrer les réseaux, pour assurer la sécurité des systèmes d'information (lutte informatique défensive, veille technologique...) et garantir l'interopérabilité avec les systèmes alliés.



A titre d'exemple, le CRR-Fr déployé peut compter 5 000 m² de tentes, 450 AMPC, 70 kilomètres de câbles électriques, 120 kilomètres de fibre optique et 1 600 ordinateurs.

Fonction essentielle dès le temps de paix, l'appui au commandement, grâce à ses systèmes d'information et de communication et à son soutien de quartier général, mais aussi et surtout à son personnel, permet donc au CRR-Fr de répondre à ses engagements opérationnels, en étroite collaboration avec les grands états-majors nationaux et internationaux.

...450 shelters

5 000 m² de tentes

70 Km de câbles électriques

120 Km de fibre optique

1 600 ordinateurs...

Nouer un lien avec les acteurs civils

La coopération civilo-militaire (CCM), gérée au sein de l'état-major par le G9, vise à établir et maintenir en permanence et à tous les niveaux, un lien entre les forces militaires et leur environnement civil. De ce fait, la CCM contribue fortement à la sécurité de la Force.

Evaluer l'environnement

Ce lien permet de fournir au général commandant la Force et à son état-major une évaluation de l'impact des opérations en cours sur le monde civil et vice versa.

Cela est réalisé grâce aux contacts établis avec les autorités civiles de la nation hôte, les organismes internationaux, non gouvernementaux et tous les autres acteurs de la zone d'opérations, notamment la population.

Promouvoir les actions de la Force

Les actions civilo-militaire contribuent à faire accepter la Force en faisant la promotion du mandat. Elles favorisent ainsi une meilleure compréhension mutuelle entre tous les acteurs.

Aider les populations

Quand cela est possible, en coopération avec les autorités locales et la communauté internationale, s'appuyant sur l'expertise et les moyens d'autres bureaux de l'état-major (Génie, médical...), le G9 coordonne et facilite tous les efforts visant à aider la nation hôte et sa population, en fonction des ressources disponibles et des besoins constatés.

Par exemple, le G9 peut demander une aide logistique et médicale pour des réfugiés ou des personnes déplacées, faire appel à l'expertise du Génie pour les mines (démontage, sensibilisation aux mines) ou encore demander la réalisation de projets tels que la réparation de bâtiments ou le rétablissement de l'eau courante...

Afin de pouvoir exécuter ces missions, le G9 est composée de trois sections en temps de paix : Opérations, Plans/Evaluation et Liaisons.



Pour maintenir ses compétences à jour et échanger des expériences, il organise régulièrement des séminaires, qui regroupent souvent des experts provenant du Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies (UNHCR), du Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires (UNOCHA) ou de certaines ONG.

Le G9 a mis en pratique ses savoir-faire notamment grâce à la participation de cinq de ses membres à l'opération EUFOR Tchad de janvier à juin 2009.

Les armes virtuelles : les Opérations d'Information (OI)

Les OI ont vu leur rôle s'accroître dans les opérations récentes. En effet, l'histoire nous a enseigné que l'usage des armes n'est pas toujours le seul ou le meilleur moyen de mener une action militaire. D'ailleurs, nos adversaires utilisent en permanence d'autres méthodes ou outils, comme Internet par exemple.

S'adaptant à ce nouveau contexte opérationnel, les OI offrent au commandeur une gamme étendue de moyens.

Exploiter les opérations de la Force, contrer celles des adversaires

La cellule « opérations d'information » conseille la Force quant à l'utilisation de ces moyens. Agissant par anticipation elle exploite les actions militaires traditionnelles de la Force, en s'appuyant sur d'autres éléments : les opérations militaires d'influence, les relations avec les décideurs.

Elle contre également les opérations d'information ennemies. Pour ce faire, elle intègre les moyens de la guerre électronique, mène des opérations de déception¹ ou informatiques.

Exemple d'opération d'information

Prenons un exemple : une Force est déployée au sein d'une zone dans laquelle les insurgés cherchent à renverser un gouvernement démocratiquement élu et reconnu par la communauté internationale.

Dans ce secteur se trouve une ville au sein de laquelle la population ne soutient pas le gouvernement, certains habitants aidant peut-être les insurgés. L'usage de moyens conventionnels permettrait de sécuriser l'agglomération.

Toutefois, le commandeur peut choisir également de nouer des liens avec les représentants locaux



afin d'identifier les besoins de la population, ses préoccupations. Ces renseignements permettront de mener des opérations ciblées afin de faire évoluer l'attitude de la population.

Elles seraient bien évidemment conduites et coordonnées en étroite liaison avec les civilo-militaires. Elles seraient relayées par le service communication et/ou au travers d'affiches produites par les équipes des opérations militaires d'influence.

En prise avec la réalité du terrain, les opérations d'information ne valent que si elles sont en cohérence avec les autres actions de la Force.

¹ Mesures visant à induire l'ennemi en erreur.

Conseiller dans les domaines juridique, politique et de la communication

Dans les opérations actuelles, les Forces militaires doivent prendre en compte des situations complexes où les dimensions politique et juridique prennent de plus en plus d'importance. En outre, la présence permanente des média et la diffusion instantanée des informations sur l'ensemble du globe imposent aux Forces armées d'attacher une importance particulière à leur communication.

Dans ce contexte, trois experts et leurs cellules sont chargés de conseiller le commandeur et son état-major : les conseillers juridique et politique et le chef du service communication.

Le conseiller juridique (LEGAD)

Il agit dans deux domaines principaux. Il est tout d'abord chargé de tout ce qui se rapporte à l'usage de la Force. En effet, quelle que soit l'intensité des combats, une force armée démocratique a pour obligation de respecter les lois internationales et de mettre en oeuvre les principes de nécessité, de proportionnalité ou encore de légitime défense.

Dans ce domaine, le LEGAD conseillera le commandeur pour établir des règles d'engagement claires et précises encadrant strictement l'usage de la Force pour les unités subordonnées. Egalement en charge de la bonne mise en oeuvre du statut de la Force au sein de la nation hôte, le LEGAD veille à la conformité juridique des accords passés entre celle-ci et les nations participantes.



Le conseiller politique (POLAD)

Le POLAD est en charge des questions civiles ou militaires susceptibles d'avoir des répercussions d'ordre politique au niveau local ou international.

Il s'attache tout particulièrement à conseiller le commandeur dans ses rapports avec toute autorité civile dans la zone d'action.

Il assure la permanence de la liaison avec les POLAD rattachés à d'autres échelons de commandement ainsi qu'avec les conseillers diplomatiques des diverses autorités, dans les capitales et sur le terrain.

Il agit en étroite coopération avec l'état-major et les membres du Groupe de Commandement.

Le conseiller communication

Le conseiller communication remplit deux missions principales. Il s'agit tout d'abord de la communication interne qui vise à faciliter la circulation de l'information au sein de l'état-major et de la Force déployée. Il s'agit ensuite des relations avec les média. Dans ce cadre, il prépare, diffuse les supports d'information et organise les événements média (interviews, conférences, voyages de presse, etc...).

Pour ces deux missions, il est assisté par une équipe de spécialistes au sein du service communication de l'état-major. Cette équipe contribue également aux études et travaux conduits au sein de l'état-major (notamment la préparation et la rédaction des ordres, le conseil dans des domaines particuliers). Enfin, il organise des entraînements média.

A titre individuel, le conseiller communication informe et conseille le commandeur sur tout ce qui se rapporte aux média. Il est notamment chargé d'évaluer l'impact des actions menées par le Corps sur les média locaux et internationaux et de conseiller le commandeur sur sa politique de communication.